Overgemaakt
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 3 mai 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, conclue à New-York, le 10 juin 1958", a donné le 19 octobre 1960 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e mei 1960 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het verdrag over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken, afgesloten op 10 juni 1958, te New-York", heeft de 19e oktober 1960 het volgend advies gegeven :

Depuis un certain nombre d'années, la pratique de l'arbitrage a pris un développement considérable non seulement en droit interne, mais surtout en matière internationale.

Ce renouveau de faveur de l'arbitrage a démontré que la législation qui régit la matière ne répond plus aux nécessités actuelles et que la réforme de la procédure s'impose.

Ainsi s'expliquent les projets de réforme de la procédure d'arbitrage qui sont élaborés tant en droit interne qu'en droit international.

En droit interne, le Gouvernement avait saisi la Chambre des Représentants d'un projet de loi modifiant le Code de procédure civile en matière d'arbitrage (session 1955-1956, 27 juin 1956, n° 567).

De son côté, la Commission Benelux pour l'étude de l'unification du droit a été chargée d'examiner la possibilité d'unifier la procédure de l'arbitrage dans les trois pays.

Le Conseil de l'Europe a, lui aussi, créé un comité d'experts en matière d'arbitrage chargé d'élaborer un projet de convention portant sur une loi uniforme d'arbitrage destinée à se substituer aux lois nationales des Etats contractants.

.../...

Enfin, la Commission économique pour l'Europe, qui groupe à la fois des pays de l'Ouest et de l'Est de l'Europe, a constitué un comité d'experts réuni à Genève et chargé d'établir un projet de convention européenne sur l'arbitrage international.

Dans le cadre des réformes de la législation régissant la matière de l'arbitrage, le présent projet de loi a pour objet d'introduire en droit interne une convention internationale signée à New-York le 10 juin 1958, destinée à remplacer le protocole de Genève du 24 septembre 1923 relatif à la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats commerciaux, approuvé par la loi du 20 septembre 1924, et la convention de Genève du 26 septembre 1927 concernant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger, approuvée par la loi du 15 avril 1929.

L'exposé des motifs du projet soumis au Conseil d'Etat constate lui aussi que l'intense développement des relations internationales et l'assouplissement des entraves douanières entraînent, surtout en matière commerciale, le recours de plus en plus fréquent à l'arbitrage "mieux adapté que les tribunaux ordinaires aux nécessités d'un règlement rapide de certains différends"et que l'efficacité de l'arbitrage implique que soit assurée sur le plan international l'exécution de la sentence intervenue.

\+

\+ \+

La convention du 10 juin 1958 a été approuvée par trente-cinq voix et quatre abstentions : les Etats-Unis, le Guatemala, la Norvège et la Yougoslavie.

.../...

Aux termes de l'article VIII de la convention, celle-ci était ouverte jusqu'au 31 décembre 1958 à la signature de tout membre des Nations-Unies ainsi que de tout autre Etat qui est ou deviendra membre d'une ou plusieurs institutions spécialisées des Nations-Unies ou partie au statut de la Cour internationale de justice, ou qui aura été invité par l'Assemblée générale des Nations-Unies.

A cette date la convention avait été signée par vingt-cinq Etats indiqués dans le projet soumis au Conseil d'Etat.

Jusqu'à présent sept Etats ont ratifié la convention ou y ont adhéré : Israël, Maroc, République arabe unie, France, Tschécoslovaquie, Thaïlande et Cambodge.

\+

\+ \+

La convention modifie profondément le régime actuellement en vigueur.

Pour en comprendre la portée, il est utile de rappeler brièvement les principes qui régissent actuellement la reconnaissance et l'exécution en Belgique des sentences prononcées à l'étranger.

En matière d'arbitrage volontaire, le Code de procédure civile (articles 1003 à 1028) ne fait aucune distinction entre les sentences arbitrales prononcées en Belgique et celles qui sont rendues à l'étranger.

.../...

En 1806, en effet, l'arbitrage international entre particuliers était exceptionnel et le législateur n'avait pas réglé la procédure d'exequatur des sentences rendues à l'étranger.

En l'absence de dispositions légales, la doctrine et la jurisprudence ont considéré que le caractère contractuel des sentences arbitrales ne permet pas d'assimiler celles-ci aux jugements des juridictions étrangères en ce qui concerne les formalités d'exequatur (loi du 25 mars 1876 sur la compétence, article 10); les sentences arbitrales étrangères sont assimilées aux sentences arbitrales nationales; elles bénéficient donc comme elles des règles de l'exequatur simplifié prévues pour ces dernières (article 1020 du Code de procédure civile). Ainsi le magistrat compétent, saisi non pas d'un jugement mais d'un contrat qu'il s'agit de rendre exécutoire, n'a pas plus à reviser la sentence qu'il n'aurait à reviser un acte public qu'il s'agit de rendre exécutoire en Belgique.

Néanmoins, s'il est interdit à l'autorité chargée de revêtir la sentence arbitrale de la formule exécutoire, de reviser la décision, le président du tribunal de première instance a, comme en droit interne, le droit d'exercer un contrôle. C'est ainsi qu'il refusera l'exequatur si une condition substantielle requise pour l'existence ou la validité de la sentence fait défaut ou si le contenu de celle-ci contrevient à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Selon la doctrine et la jurisprudence, la sentence rendue à l'étranger produit, dès qu'elle est revêtue de l'exequatur du président, les mêmes effets que

.../...

la sentence prononcée et rendue exécutoire sur le territoire national; les parties peuvent exercer contre l'ordonnance, qui a accordé ou refusé l'exécution sollicitée, les mêmes voies de recours qu'à l'égard d'une sentence prononcée sur le territoire national; elles peuvent en outre agir contre la sentence elle-même, dans le cas où la loi qui régit l'arbitrage le permet et suivant la procédure organisée dans notre pays.

Tel est le régime de droit commun.

\+

\+ \+

A ce régime, il a été dérogé par des conventions internationales.

Les deux premières conventions ont été conclues par la Belgique tout d'abord avec la France (convention du 8 juillet 1899, approuvée par la loi du 31 mars 1900) et ensuite avec la Hollande (convention du 28 mars 1925, approuvée par la loi du 16 août 1926).

Les principes qui régissent ces conventions sont absolument différents de ceux qui sont appliqués pour l'exequatur des sentences arbitrales prononcées à l'étranger en l'absence de convention.

La convention franco-belge et la convention hollando-belge subordonnent l'exécution sur le territoire de l'Etat contractant où la sentence n'a pas été rendue aux formalités requises pour obtenir l'exequatur des jugements des cours et tribunaux étrangers.

.../...

Les conventions susdites excluent l'opposition contre l'ordonnance d'exequatur mais prévoient que celle-ci est susceptible d'appel. Contre la sentence elle-même il n'existe aucun recours. Les conventions imposent, contrairement au droit commun en vigueur dans les Etats contractants, le double exequatur de la sentence arbitrale, non seulement dans le pays où l'exécution de la décision est poursuivie, mais encore dans celui où la sentence est rendue.

Une convention conclue entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne concernant la reconnaissance et l'exécution réciproque en matière civile ou commerciale des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques, signée à Bonn le 30 juin 1958, a reçu l'assentiment des Chambres, mais la loi d'approbation n'a pas encore été promulguée à la date du présent avis (Doc. parl. Chambre n° 403 (1959-1960) n° 1; Sénat, n° 475 (1959-1960).

Outre ces conventions, la Belgique a conclu, à l'initiative de l'assemblée de la Société des Nations, les deux conventions, l'une réglant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats commerciaux (protocole de Genève du 24 septembre 1923) et l'autre concernant la reconnaissance et l'exécution des sentences rendues à l'étranger (convention de Genève du 26 septembre 1927), que le présent projet a pour objet de remplacer.

Aux termes du protocole de Genève de 1923, les Etats signataires reconnaissent la validité du compromis ou de la clause compromissoire conclue en matière commerciale ou en toute autre matière susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage et s'engagent à en assurer l'exécution; ils s'obligent aussi à ce que leurs tribunaux, saisis d'un litige comportant une clause d'arbitrage, se déclarent incompétents si l'une des parties le requiert.

.../...

Par la convention de Genève de 1927, les Etats signataires s'engagent à accorder l'exécution des sentences rendues sur le territoire de l'un des Etats contractants, suivant sa propre loi de procédure, à toutes sentences qui satisfont aux conditions positives indiquées à l'article 1er et qui ne seraient pas affectées de certains vices énoncés à l'article 2 que le juge de l'exécution pourrait y découvrir.

Ainsi donc, la convention de Genève de 1927 impose à charge de celui qui invoque la sentence étrangère dans le pays où il en poursuit l'exécution, l'obligation d'établir que la sentence satisfait aux cinq conditions prévues par l'article 1er, le juge saisi de la demande d'exequatur pouvant toujours constater que la sentence est entachée d'un des cas de nullité prévus à l'article 2 de la convention.

La convention nouvelle modifie profondément le régime actuellement en vigueur.

Elle élargit tout d'abord le champ d'application de la réglementation actuelle. Alors que la convention de Genève ne règle que l'exécution des sentences rendues sur le territoire de l'un des Etats contractants et entre personnes soumises à la juridiction d'Etats contractants différents, la convention de New-York s'applique à toute sentence arbitrale dès l'instant où elle est rendue à l'étranger et quelle que soit la nationalité des parties en cause (article 1er).

Toutefois, usant de la faculté que lui réserve l'article I , 3, de la convention, le Gouvernement propose de limiter, ainsi qu'il l'avait fait lors de l'approbation de la convention de Genève de 1927, l'application de la convention, uniquement aux difficultés issues

.../...

de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, considérés comme commerciaux par notre loi.

L'article I, 3, prévoit que l'Etat contractant a la faculté de n'approuver la convention que sur la base de la réciprocité.

Ainsi que le relate l'exposé des motifs du projet, le Gouvernement belge n'entend pas faire usage de cette faculté. Il s'écarte ainsi de la règle énoncée à l'article 10 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence. En effet, l'article 10 dispose que l'examen du tribunal ne sera limité aux cinq points qu'il énonce que s'il existe entre la Belgique et le pays où la décision a été rendue, un traité conclu sur la base de la réciprocité.

En son article I., 2, la convention définit "la sentence arbitrale" : ce sont non seulement les sentences rendues par les arbitres nommés pour des cas déterminés, mais également celles qui sont rendues par des organismes d'arbitrage permanents auxquels les parties se sont soumises.

Quelles sont les sentences ainsi régies par la convention de New-York ?

Selon l'exposé des motifs, il doit s'agir d'organes d'arbitrage auxquels les parties se sont volontairement soumises.

.../...

S'il en était autrement et si, par une prescription légale formelle, l'arbitrage ou les arbitres étaient imposés aux parties, il ne s'agirait plus d'un arbitrage volontaire, tel qu'il est organisé par les articles 1003 et suivants du Code de procédure civile, mais d'un arbitrage forcé.

En ce cas, les formalités simplifiées prévues par le projet ne se justifieraient plus; il faudrait considérer que la décision des arbitres, prononcée à l'étranger, n'est pas une sentence arbitrale aux termes de notre législation sur l'arbitrage mais bien une décision rendue par des juges étrangers et soumise pour son exéquatur à l'article 10 de la loi du 25 mars 1876.

Aux termes de l'article II de la convention :

"Chacun des Etats contractants reconnaît la convention écrite par laquelle les parties s'obligent à soumettre à un arbitrage tous les différends ou certains des différends qui se sont élevés ou pourraient s'élever entre elles au sujet d'un rapport de droit déterminé, contractuel ou non contractuel, portant sur une question susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage".

Le § 2 du même article précise ce que l'on doit entendre par "convention écrite" : une clause compromissoire insérée dans un contrat ou un compromis signés par les parties ou contenus dans un échange de lettres ou de télégrammes.

.../...

Ainsi l'exécution d'une sentence prononcée à l'étranger pourrait être poursuivie en Belgique en vertu d'une clause compromissoire signée par les parties ou contenue dans un échange de lettres ou de télégrammes sans qu'un compromis ait été signé. La convention est, dès lors, en opposition avee le droit interne belge qui exige, à peine de nullité, la rédaction d'un compromis désignant les objets en litige et le nom des arbitres (article 1006 du Code de procédure civile), la sanction de cette obligation étant de permettre aux parties de demander la nullité de la sentence arbitrale si celle-ci a été rendue sans compromis (article 1028, 1°, du Code de procédure civile).

La convention de New-York est également en contradiction avec le projet que le Gouvernement a déposé le 27 juin 1956(Chambre des Représentants, session 1955-1956, 27 juin 1956, doc. parl. n° 567). L'article 1007 nouveau du Code de procédure civile,qui y est proposé,est ainsi conçu :

"Le compromis désignera, à peine de nullité, les objets en litige et le nom des arbitres; ceux-ci devront avoir la capacité de contracter et de s'obliger".

\+

\+ +

A quelles formalités se trouvent soumises dans le pays d'exécution les sentences arbitrales étrangères régies par la convention de New-York en ce qui concerne la procédure (article III) et les pouvoirs de l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur (articles IV.et V) ?

.../...

Au point de vue de la procédure, la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères seront obtenues, suivant l'article III, "conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée".

Ainsi la convention laisse à la législation des Etats contractants le soin de décider de la procédure applicable pour l'obtention de la reconnaissance ou de l'exécution d'une sentence arbitrale.

La convention prévoit cependant une restriction au pouvoir des contractants de fixer comme ils l'entendent la procédure d'exécution; en effet, chacun des Etats contractants s'engage à ne pas imposer, pour la reconnaissance ou l'exécution des sentences arbitrales auxquelles s'applique la présente convention, "de conditions sensiblement plus rigoureuses, ni des frais de justice sensiblement plus élevés que ceux qui sont imposés pour la reconnaissance ou l'exécution des sentences arbitrales nationales" (article III). Par conséquent, en Belgique, sous le régime nouveau, l'exécution des sentences arbitrales étrangères sera, en l'absence de toute convention avec le pays dont elle émane, obtenue suivant la même procédure que les sentences prononcées sur le territoire national, c'est-à-dire suivant la procédure prévue par les articles 1020 et 1021 du Code de procédure civile.

.../...

C'est surtout au point de vue des pouvoirs de l'autorité compétente pour accorder l'exécution de la sentence arbitrale que la convention de New-York apporte au régime de la convention de Genève actuellement en vigueur, et même à notre droit interne, une modification essentielle, révolutionnaire peut-on dire. Elle dispose en son article IV que, pour obtenir la reconnaissance et l'exécution ..., la partie qui demande la reconnaissance et l'exécution doit fournir, en même temps que la demande, l'original authentifié de la sentence arbitrale et de la convention écrite - clause compromissoire ou compromis -, ou une copie de ces pièces réunissant les conditions requises pour leur authenticité.

Ainsi la convention considère, à l'inverse du régime en vigueur, que la sentence arbitrale constitue entre les mains de celui qui s'en prévaut, un titre auquel foi est due, c'est-à-dire la preuve tant de son existence que de sa valeur obligatoire (article V). Il n'en serait autrement que si l'autorité compétente du pays où la reconnaissance et l'exécution sont requises constate (article V, 2) :

"a) que, d'après la loi de ce pays, l'objet du différend n'est pas susceptible d'être réglé par l'arbitrage; ou

b) que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence serait contraire à l'ordre public de ce pays".

En dehors de ces formalités, le juge ne fera proprio motu aucune vérification et c'est à la partie contre laquelle l'exécution est poursuivie qu'incombera, le cas échéant, la charge de rapporter la preuve de son droit de s'opposer à l'exécution pour une des cinq raisons limitativement prévues à l'article V, I, a à e).

.../...

Suivant l'article V, 1, e, c'est à cette partie aussi qu'il incombe d'établir que la sentence n'est pas encore devenue obligatoire. D'après l'exposé des motifs, la sentence ne devient obligatoire que si elle n'est plus susceptible de recours ordinaires dans le pays où elle a été rendue ou conformément à la loi qui lui est applicable. La partie devra prouver aussi le cas échéant que la sentence a été annulée ou suspendue par l'autorité du pays dont elle émane ou du pays d'après la loi duquel elle a été rendue.

Dans ces deux derniers cas, la convention prévoit, en son article VI, que si l'annulation ou la suspension de la sentence a été demandée à l'autorité compétente du pays dans lequel ou d'après la loi duquel la sentence a été rendue, l'autorité du pays d'exécution peut, si elle l'estime approprié, surseoir à statuer sur l'exécution de la sentence ou aussi, à la requête de la partie qui demande l'exécution de la sentence, ordonner à l'autre de fournir des sûretés convenables.

L'exposé des motifs justifie cette disposition par l'observation, qu'il s'agit là "d'une faculté inspirée des dispositions finales des articles 2 et 3 de la convention de Genève de 1927; l'usage de cette faculté permet, tout en respectant les droits de la défense, de faire échec à des moyens dilatoires employés par des parties de mauvaise foi".

La convention de Genève, à laquelle se réfère l'exposé des motifs, a une autre portée; elle dispose, en effet, en son article 2, que l'autorité compétente

.../...

du pays où est demandée la reconnaissance ou l'exécution d'une sentence pourra, si elle le juge à propos, et dans les conditions que cet article précise, ajourner cette reconnaissance ou cette exécution ou la subordonner à une garantie que cette autorité déterminera.

Suivant l'article 3 de la même convention, le juge pourra, s'il lui plaît, refuser la reconnaissance ou l'exécution ou les suspendre en donnant à la partie un délai raisonnable pour faire prononcer la nullité par un tribunal compétent.

Ces principes sont conformes à ceux qui sont en vigueur dans notre droit interne. Il n'en est pas de même de ceux qui sont énoncés par la convention nouvelle, en tant qu'ils permettent à une partie d'exiger de son adversaire la fourniture de "sûretés convenables" même en cas d'exercice d'un recours tendant à l'annulation de la sentence ou à sa suspension, devant l'autorité compétente du pays dans lequel, ou d'après la loi duquel, la sentence a été rendue.

Les réformes profondes que la convention apporte au régime en vigueur en ce qui concerne les pouvoirs de l'autorité compétente pour connaître de l'exequatur de la sentence, entraîneront logiquement la modification de la procédure qui règle actuellement en droit interne les voies de recours qui peuvent être formées tant à l'égard de l'ordonnance d'exécution que de la sentence arbitrale conformément à l'article 1028 du Code de procédure civile. Il ne serait guère admissible, en effet, que la décision de l'autorité tenue de rendre exécutoire une sentence arbitrale étrangère sur la seule production

.../...

de cette décision et de la convention d'arbitrage, hors les deux cas prévus par l'article V, 2, ne puisse faire immédiatement l'objet d'une voie de recours de la part de celui contre lequel elle est invoquée pour obtenir la rétractation de l'ordonnance d'exécution dans les cas prévus à l'article V, 1.

Cette voie de rétractation devrait être portée devant le magistrat qui a ordonné l'exécution de la sentence suivant une procédure qui s'inspirerait, par exemple, de l'article 635bis du Code de procédure civile. En effet, sous le régime actuellement en vigueur en droit interne, les contestations engagées sur base de l'article V, 1 a et c feraient l'objet du recours tandis que les contestations soulevées sur base de l'article V, 1 b, qui prévoit l'inobservation des règles de procédure et la méconnaissance des droits de la défense, devraient être portées devant la juridiction qui, en l'absence d'arbitrage, aurait connu en juge d'appel du litige.

Quant aux contestations prévues par l'article V, 1, d et e, elles soulèveraient vraisemblablement dans le premier cas, et assurément dans le second, des conflits de compétence, étant donné qu'il n'existe pas de procédure similaire dans notre droit interne.

Ainsi, la mise en vigueur de la convention soulèvera nécessairement en droit interne des difficultés non seulement en ce qui concerne la compétence des juridictions que la partie défenderesse à la demande d'exequatur devra saisir, mais aussi en ce qui concerne la procédure à suivre pour ces recours.

.../...

Aussi bien l'exécution des sentences arbitrales étrangères sera obtenue suivant la procédure prévue par les articles 1020 et 1021 du Code de procédure civile. Or, il n'existe pas de disposition - sauf l'article 1028 du Code de procédure civile - réglant les contestations que la partie défenderesse peut opposer à l'exécution de la sentence arbitrale (article V, 1). Précisément l'article 1028 prévoit une opposition des parties devant le tribunal de première instance, recours qui ne répond certainement pas aux conceptions et aux nécessités nouvelles dérivant de la convention.

Sedert een aantal jaren heeft de praktijk van de arbitrage niet alleen in het interne maar vooral in het internationale recht een aanzienlijke uitbreiding genomen.

Bij deze herleving van de arbitrageprocedure is gebleken, dat de desbetreffende wetgeving niet meer aan de huidige behoeften voldoet en dat een hervorming van de rechtspleging nodig is.

Dit verklaart waarom zowel in het interne als in het internationale recht ontwerpen tot hervorming van de arbitrageprocedure tot stand zijn gekomen.

Voor het interne recht heeft de Regering bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een ontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering inzake arbitrage ingediend (zitting 1955-1956, 27 juni 1956, nr 567).

Van haar kant heeft de Beneluxcommissie voor de studie van de eenmaking van het recht opdracht gekregen, een studie te wijden aan de mogelijke eenmaking van de arbitrageprocedure in de drie landen.

Ook de Raad van Europa heeft een comité van deskundigen inzake arbitrage aangesteld en heeft het opdracht gegeven een ontwerp-overeenkomst op te maken betreffende een eenvormige arbitragewet, die de desbetreffende nationale wetten van de overeenkomstsluitende Staten zou vervangen.

.../...

Ten slotte heeft de Economische Commissie voor Europa, die landen van West- en Oost-Europa groepeert, een te Genève vergaderd comité van deskundigen aangesteld en het gelast een ontwerp van Europese overeenkomst betreffende de internationale arbitrage op te maken.

In het kader van de hervorming van de arbitragewetgeving beoelt het onderhavige ontwerp in het interne recht een op 10 juni 1958 te New-York gesloten internationaal verdrag op te nemen, ter vervanging van het protocol van Genève van 24 september 1923 betreffende de geldigheid der arbitragebepalingen in de handelscontracten, goedgekeurd bij de wet van 20 september 1924, en van het verdrag van Genève van 26 september 1927 betreffende de erkenning en de uitvoering der vreemde scheidsrechterlijke uitspraken, goedgekeurd bij de wet van 15 april 1929.

Ook de memorie van toelichting bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp stelt vast, dat "ingevolge de felle toeneming van de internationale betrekkingen en de soepeler voorschriften inzake douane" vooral in handelszaken meer en meer een beroep wordt gedaan op het scheidsgerecht, "dat meer dan de gewone rechtbanken geschikt is voor het snel afhandelen van bepaalde geschillen" en dat het, opdat de arbitrage doelmatig zij, "geboden is de tenuitvoerlegging van de gewezen uitspraken op het internationale plan te verzekeren".

\+

\+ \+

.../...

Het verdrag van 10 juni 1958 is goedgekeurd met vijfendertig stemmen bij vier onthoudingen: de Verenigde Staten, Guatemala, Noorwegen en Joegoslavië.

Luidens artikel VIII stond het verdrag tot 31 december 1958 open ter ondertekening voor ieder lid van de Verenigde Naties, alsmede voor iedere andere Staat die lid is of op een later tijdstip lid zal worden van een der gespecialiseerde organisaties van de Verenigde Naties of die partij is of op een later tijdstip partij zal worden bij het statuut van het Internationale Gerechtshof, of voor iedere andere Staat die door de algemene vergadering van de Verenigde Naties daartoe is uitgenodigd.

Op die dag was het verdrag ondertekend door vijfentwintig Staten, die in het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp zijn genoemd.

Tot dusver hebben zeven Staten het verdrag bekrachtigd of zijn tot het verdrag toegetreden : Israël, Marokko, Verenigde Arabische Republiek, Frankrijk, Tsjecho-Slowakije, Thaïland en Cambodja.

\+

\+ \+

De bestaande regeling wordt door het verdrag grondig gewijzigd.

Een kort overzicht van de thans gevolgde beginselen inzake erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken in België, kan de strekking van het verdrag verduidelijken.

.../...

Ter zake van de vrijwillige arbitrage maakt het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering (artikelen 1003 tot 1028) geen onderscheid tussen de scheidsrechterlijke uitspraken naargelang ze in België dan wel in het buitenland zijn gewezen. In 1806 was internationale arbitrage tussen particulieren immers een uitzondering; voor de uitvoerbaarverklaring van in het buitenland gewezen uitspraken had de wetgever dan ook geen procedure vastgesteld.

Bij gemis van wetsbepalingen hebben rechtsleer en rechtspraak geoordeeld, dat scheidsrechterlijke uitspraken wegens hun contractueel karakter niet met vonnissen van buitenlandse rechtbanken kunnen worden gelijkgesteld wat de formaliteiten van uitvoerbaarverklaring betreft (wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid, artikel 10); buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken worden met nationale gelijkgesteld, en vallen dus onder dezelfde regelen van vereenvoudigde uitvoerbaarverklaring (artikel 1020 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering). Zo heeft de magistraat bij wie niet een vonnis maar een uitvoerbaar te verklaren overeenkomst aanhangig is gemaakt, de uitspraak evenmin te herzien, als hij een in België uitvoerbaar te verklaren openbare akte zou hebben te herzien.

De overheid die de scheidsrechterlijke uitspraak uitvoerbaar moet verklaren, mag deze weliswaar niet herzien, maar de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg heeft, evenals in het interne recht, het recht om controle uit te oefenen. Hij zal dus het exequatur weigeren indien een van de substantiële eisen voor het bestaan of de geldigheid van de uitspraak niet vervuld is of haar inhoud tegen de openbare orde of de goede zeden strijdt.

.../...

Volgens de rechtsleer en de rechtspraak heeft de in het buitenland gewezen uitspraak, zodra zij het exequatur van de voorzitter heeft gekregen, dezelfde uitwerking als de hier te lande gewezen en uitvoerbaar verklaarde uitspraak. Tegen het bevel dat de gevraagde tenuitvoerlegging heeft verleend of geweigerd, beschikken partijen over dezelfde rechtsmiddelen als tegen een hier te lande gewezen uitspraak ; ook tegen de uitspraak zelf kunnen zij , als de arbitragewet het toestaat, opkomen volgens de in ons land ingerichte rechtspleging.

Tot zover de regeling van het gemeen recht.

\+

\+ +

Van deze regeling is door internationale verdragen afgeweken. Het eerste van die verdragen heeft België gesloten met Frankrijk (verdrag van 8 juli 1899, goedgekeurd bij de wet van 31 maart 1900), het tweede met Nederland (verdrag van 28 maart 1925, goedgekeurd bij de wet van 16 augustus 1926).

De beginselen van deze verdragen verschillen volkomen van die welke, als er geen verdrag is, worden toegepast voor het exequatur van in het buitenland gewezen scheidsrechterlijke uitspraken.

Het Frans-Belgische en het Hollands-Belgische verdrag stellen de tenuitvoerlegging op het grondgebied van de verdragsluitende Staat waar de uitspraak niet werd gewezen, afhankelijk van het vervullen der formaliteiten die vereist zijn voor het exequatur van vonnissen van buitenlandse hoven en rechtbanken.

.../...

Die verdragen sluiten verzet tegen het bevel tot uitvoerbaarverklaring uit, maar bepalen dat hiertegen hoger beroep kan worden ingesteld. Tegen de beslissing zelf staat geen beroep open. In tegenstelling met het gemeen recht van de verdragsluitende Staten, verplichten de verdragen tot een dubbele uitvoerbaarverklaring van de scheidsrechterlijke uitspraak, dit wil zeggen niet alleen in het land waar de tenuitvoerlegging van de beslissing wordt gevorderd, maar ook in het land waar de beslissing is gewezen.

Een overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland betreffende de erkenning en de wederzijdse tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, scheidsrechterlijke uitspraken en authentieke akten in burgerlijke zaken of in handelszaken, op 30 juni 1958 te Bonn ondertekend, heeft de instemming van de Kamers verkregen, maar op de datum van het tegenwoordige advies is de goedkeuringswet nog niet afgekondigd (Gedr.st., Kamer, nr 403 (1959-1960) nr 1, Senaat, nr 475 (1959-1960).

Behalve die overeenkomsten heeft België op initiatief van de vergadering van de Volkenbond twee overeenkomsten gesloten, een tot regeling van de geldigheid der arbitragebepalingen in de handelscontracten (protocol van Genève van 24 september 1923), een ander betreffende de erkenning en de uitvoering der vreemde scheidsrechterlijke uitspraken (verdrag van Genève van 26 september 1927); beide overeenkomsten bedoelt het ontwerp te vervangen.

.../...

Luidens het protocol van Genève van 1923 erkennen de ondertekenende Staten de geldigheid van het compromis en van het scheidsrechterlijk beding in handelsaangelegenheden of in enige andere aangelegenheid die door arbitrage kan worden geregeld, en verbinden zij zich, voor de tenuitvoerlegging te zorgen ; ook gaan zij de verbintenis aan dat hun rechtbanken waarbij een geschil nopens een scheidsrechterlijk beding aanhangig wordt gemaakt, zich onbevoegd verklaren indien een van de partijen hierom verzoekt.

In het verdrag van Genève van 1927 gaan de ondertekenende Staten de verbintenis aan, de tenuitvoerlegging van de op het grondgebied van een der verdragsluitende Staten gewezen uitspraken toe te staan volgens de rechtspleging van die Staat, ten aanzien van alle uitspraken die aan de in artikel 1 genoemde positieve voorwaarden voldoen en geen van de in artikel 2 genoemde gebreken vertonen welke de rechter, die over de tenuitvoerlegging beslist, erin mocht ontdekken.

Zo legt het verdrag van Genève van 1927 aan hem die zich op de buitenlandse uitspraak beroept in het land waar hij de tenuitvoerlegging ervan vordert, de verplichting op te bewijzen, dat de uitspraak aan de vijf in artikel 1 bepaalde voorwaarden voldoet, met dien verstande dat de rechter die over de eis tot uitvoerbaarverklaring uitspraak moet doen, te allen tijde kan vaststellen dat een van de in artikel 2 van het verdrag genoemde gevallen de uitspraak nietig maakt.

.../...

Het nieuwe verdrag brengt grondige wijzigingen aan in de thans geldende regeling.

In de eerste plaats verruimt het het toepassingsgebied ervan. Terwijl het verdrag van Genève alleen de tenuitvoerlegging regelt van uitspraken die gewezen zijn op het grondgebied van een der verdragsluitende Staten en tussen personen die aan de rechtsmacht van verscheidene verdragsluitende Staten zijn onderworpen, vindt het verdrag van New-York toepassing op iedere scheidsrechterlijke uitspraak, zodra deze in het buitenland gewezen is en ongeacht de nationaliteit van de betrokken partijen (artikel 1).

Gebruik makend van de mogelijkheid welke artikel I, 3, van het verdrag biedt, stelt de Regering evenwel voor, zoals zij heeft gedaan bij de goedkeuring van het verdrag van Genève van 1927, het verdrag alleen toe te passen op geschillen welke voortvloeien uit al dan niet contractuele rechtsbetrekkingen die onze wet als handelsrechtelijk beschouwt.

Artikel I, 3, bepaalt, dat het de verdragsluitende Staat vrij staat het verdrag alleen op basis van wederkerigheid goed te keuren.

Volgens de memorie van toelichting van het ontwerp wenst de Belgische Regering van die bevoegdheid geen gebruik te maken. Daarmede wijkt zij af van de regel van artikel 10 van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid. Dit artikel 10 bepaalt, dat het onderzoek van de rechtbank alleen tot de vijf vermelde punten zal beperkt zijn indien er tussen België en het land waar de uitspraak gewezen is, een op basis van wederkerigheid gesloten verdrag bestaat.

.../...

Artikel I, 2, van het verdrag zegt wat onder "scheidsrechterlijke uitspraken" wordt verstaan: het zijn niet alleen uitspraken gewezen door voor een bepaald geval benoemde scheidsmannen, doch tevens uitspraken, gewezen door permanente scheidsrechterlijke instanties waaraan partijen zich hebben onderworpen.

Welke zijn dan die uitspraken waarop het verdrag van New-York betrekking heeft ?

Volgens de memorie van toelichting moeten het uitspraken zijn van scheidsrechterlijke instanties waaraan de betrokken partijen zich vrijwillig hebben onderworpen.

Was dit niet het geval en was het scheidsgerecht of waren de scheidsmannen door een formele wetsbepaling aan partijen opgedrongen, dan zou er geen sprake meer zijn van vrijwillige arbitrage zoals deze is geregeld bij de artikelen 1003 en volgende van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, maar van gedwongen arbitrage.

In dat geval zouden de door het ontwerp bepaalde vereenvoudigde formaliteiten niet langer gewettigd zijn en zou de in het buitenland gewezen uitspraak van scheidsmannen moeten worden geacht geen scheidsrechterlijke uitspraak in de zin van onze arbitragewetgeving te zijn, maar een door buitenlandse rechters gewezen uitspraak die voor het exequatur onderworpen is aan artikel 10 van de wet van 25 maart 1876.

.../...

Artikel II van het verdrag bepaalt :

"Iedere verdragsluitende Staat erkent de schriftelijke overeenkomst waarbij partijen zich verbinden aan een uitspraak van scheidsmannen te onderwerpen alle of bepaalde geschillen welke tussen hen zijn gerezen of welke tussen hen zouden kunnen rijzen naar aanleiding van een bepaalde al dan niet contractuele rechtsbetrekking en betreffende een geschil, dat vatbaar is voor beslissing door arbitrage".

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaalt, dat onder "schriftelijke overeenkomst" wordt verstaan "een compromissoir beding in een overeenkomst of een akte van compromis, ondertekend door partijen, of vervat in gewisselde brieven of telegrammen".

Zo zou de tenuitvoerlegging van een buitenslands gewezen uitspraak in België kunnen worden gevorderd op grond van een door partijen ondertekend of in gewisselde brieven of telegrammen vervat compromissoir beding, zonder dat een compromis is ondertekend. Het verdrag is derhalve in tegenspraak met het Belgische interne recht, dat op straf van nietigheid voorschrijft, dat een compromis moet worden opgemaakt waarin het onderwerp van het geschil en de naam van de scheidsmannen worden opgegeven (artikel 1006 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering); wordt deze verplichting niet nagekomen, dan kunnen partijen de nietigverklaring van de scheidsrechterlijke uitspraak eisen, indien deze zonder compromis is gewezen (artikel 1028, 1°, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering).

.../...

Het verdrag van New-York is ook in tegenspraak met het ontwerp dat de Regering op 27 juni 1956 heeft ingediend (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1955-1956, 27 juni 1956, gedr. st. nr 567). Het in dat ontwerp voorgestelde nieuwe artikel 1007 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering luidt als volgt :

"Het compromis moet op straf van nietigheid de onderwerpen van geschil en de namen van de scheidsmannen aanwijzen; deze moeten bekwaam zijn om contracten en verbintenissen aan te gaan".

+

\+ +

Aan welke formaliteiten zijn de buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken waarop het verdrag van New-York toepassing vindt, in het land van tenuitvoerlegging onderworpen ten aanzien van de rechtspleging (artikel III) en de bevoegdheid van de autoriteit die het exequatur kan verlenen (artikelen IV en V)?

Wat de procedure betreft, de erkenning en de tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken worden volgens artikel III verkregen "overeenkomstig de regelen van rechtsvordering, geldende in het gebied waar een beroep op de uitspraak wordt gedaan".

Zo laat het verdrag aan de wetgeving van de verdragsluitende Staten de zorg, om te beslissen over de procedure voor erkenning of tenuitvoerlegging van een scheidsrechterlijke uitspraak.

.../...

Het verdrag legt echter een beperking op hun bevoegdheid om de procedure van tenuitvoerlegging naar eigen goeddunken vast te stellen. Iedere verdragsluitende Staat gaat de verbintenis aan, de erkenning of tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke beslissingen waarop het verdrag toepassing vindt, niet te onderwerpen aan "aanzienlijk drukkender voorwaarden of aanzienlijk hogere gerechtskosten dan die waaraan de erkenning of tenuitvoerlegging van de nationale scheidsrechterlijke uitspraken zijn onderworpen" (artikel III). Volgens de nieuwe regeling zal de tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken in België, bij gemis van enige overeenkomst met het land van herkomst, dus worden verkregen volgens de procedure die voor hier te lande gewezen uitspraken geldt, dit is volgens de procedure bepaald bij de artikelen 1020 en 1021 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Vooral ten aanzien van de bevoegdheid van de autoriteit die de tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraak kan toestaan, brengt het verdrag van New-York in de thans geldende regeling van het verdrag van Genève, en zelfs in ons interne recht, een essentiële, ja zelfs revolutionaire wijziging aan. Artikel IV bepaalt, dat de partij die de erkenning en tenuitvoerlegging verzoekt, ter verkrijging hiervan bij haar verzoek dient over te leggen: het gelegaliseerde origineel van de scheidsrechterlijke uitspraak en van de schriftelijke overeenkomst - compromissoir beding of compromis -, of een afschrift van deze stukken dat aan alle voorwaarden voor hun authenticiteit voldoet.

.../...

Zo beschouwt het verdrag, in tegenstelling met de huidige regeling, de scheidsrechterlijke uitspraak als een geldige titel in handen van hem die er zich op beroept, met andere woorden als het bewijs zowel van haar bestaan als van haar bindende waarde (artikel V). Anders ware het alleen, indien de bevoegde autoriteit van het land waar de erkenning en tenuitvoerlegging wordt verzocht, constateert (artikel V, 2) :

"a) dat het onderwerp van geschil volgens het recht van dat land niet vatbaar is voor beslissing door arbitrage; of

b) dat de erkenning of tenuitvoerlegging van de uitspraak in strijd zou zijn met de openbare orde van dat land".

Behalve deze formaliteiten zal de rechter uit eigen beweging geen ander onderzoek verrichten; de partij tegen welke de tenuitvoerlegging wordt gevorderd, moet bij voorkomend geval het bewijs leveren van haar recht om zich tegen de tenuitvoerlegging te verzetten wegens een van de vijf redenen die in artikel V, 1, a tot e, beperkend zijn opgegeven.

Volgens artikel V, 1, e, moet die partij ook bewijzen, dat de uitspraak nog niet bindend is geworden. Volgens de memorie van toelichting wordt de uitspraak eerst bindend wanneer zij in het land waar zij gewezen is of overeenkomstig het toepasselijke recht, niet meer door de gewone rechtsmiddelen kan worden aangevochten. Bij voorkomend geval moet de partij ook bewijzen, dat de uitspraak vernietigd of geschorst is door een autoriteit van het land waarvan zij uitgaat of van het land krachtens welks recht zij is gewezen.

.../...

Voor beide laatste gevallen bepaalt artikel VI van het verdrag dat, indien vernietiging van de uitspraak of schorsing van haar tenuitvoerlegging is verzocht aan de bevoegde autoriteit van het land waar of krachtens welks recht de uitspraak is gewezen, de autoriteit van het land van tenuitvoerlegging, indien zij daartoe aanleiding vindt, de beslissing over de tenuitvoerlegging van de uitspraak kan opschorten en ook, op verzoek van de partij die de tenuitvoerlegging van de uitspraak verzocht, bevelen, dat de andere partij passende zekerheid stelt.

De memorie van toelichting verantwoordt deze bepaling door de opmerking, dat "het hier gaat om een bevoegdheid die werd ingegeven door de slotbepalingen van de artikelen 2 en 3 van het verdrag van Genève van 1927. Die bevoegdheid biedt de mogelijkheid, mits naleving van de rechten van de verdediging, de vertragende middelen te keer te gaan, die te kwader trouw zijnde partijen zouden aanwenden".

Het verdrag van Genève waarnaar de memorie van toelichting verwijst, heeft een andere strekking. Artikel 2 van dat verdrag bepaalt, dat de bevoegde overheid van het land waar de erkenning of tenuitvoerlegging van een uitspraak gevraagd wordt, indien zij het gepast oordeelt, en in de bij het artikel bepaalde omstandigheden, deze erkenning of deze tenuitvoerlegging mag uitstellen of ze afhankelijk maken van een waarborg die deze overheid vaststelt.

.../...

Volgens artikel 3 van hetzelfde verdrag kan de rechter, indien hij het goedvindt, de erkenning of de tenuitvoerlegging weigeren of schorsen en aan de partij een redelijke termijn toestaan om de nietigheid door de bevoegde rechtbank te doen uitspreken.

Deze beginselen komen overeen met die van ons interne recht. Hetzelfde kan niet worden gezegd van beginselen van het nieuwe verdrag voor zover zij een partij gelegenheid geven te eisen, dat de tegenpartij "passende zekerheid stelt", zelfs indien een beroep tot nietigverklaring of schorsing van de uitspraak is ingesteld bij de bevoegde autoriteit van het land waar of krachtens welks recht die uitspraak is gewezen.

De grondige hervormingen welke het verdrag in de huidige regeling aanbrengt in verband met de bevoegdheid van de autoriteit die beslist over het exequatur van de uitspraak, zullen logischerwijze leiden tot een wijziging van de procedure die thans in het interne recht bepaalt welke rechtsmiddelen zowel tegen het bevel tot tenuitvoerlegging als tegen de scheidsrechterlijke uitspraak openstaan overeenkomstig artikel 1028 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Het ware immers niet aan te nemen, dat tegen de beslissing van de autoriteit die een buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraak uitvoerbaar moet verklaren op eenvoudige overlegging van die uitspraak en van het arbitrageverdrag, buiten de twee in artikel V, 2, bedoelde gevallen, niet dadelijk zou kunnen worden opgekomen door hem tegen wie zij wordt ingeroepen, opdat het bevel van tenuitvoerlegging in de bij artikel V, 1, bedoelde gevallen wordt ingetrokken.

.../...

Dit middel tot intrekking zou voor de magistraat die de tenuitvoerlegging van de uitspraak heeft bevolen, moeten worden aangevoerd volgens een procedure, die bijvoorbeeld zou kunnen uitgaan van artikel 635bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. In de huidige regeling van het interne recht zouden de op grond van artikel V, 1, a en c, ingeleide geschillen aanleiding geven tot het beroep, terwijl geschillen opgeworpen op grond van artikel V, 1, b, hetwelk handelt over de niet-naleving van de procedureregelen en het miskennen van de rechten van de verdediging, zouden moeten worden gebracht voor de rechtbank die, bij gemis van arbitrage, het geschil in hoger beroep zou hebben behandeld.

Van hun kant zouden de in artikel V, 1, d en e, bedoelde geschillen in het eerste geval waarschijnlijk en in het tweede zeker tot bevoegdheidsconflicten aanleiding geven, aangezien ons interne recht geen soortgelijke procedure kent.

De inwerkingstelling van het verdrag zal dus onvermijdelijk in het interne recht tot moeilijkheden leiden, niet alleen wat de bevoegdheid van de rechtbanken tot welke de verweerder bij de eis tot uitvoerbaarverklaring zich dient te wenden, maar ook wat de voor die beroepen te volgen procedure betreft.

Buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken kunnen aldus ten uitvoer worden gelegd volgens de procedure bepaald bij de artikelen 1020 en 1021 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Behalve artikel 1028 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, is er nu geen bepaling tot regeling van de betwistingen welke de verweerder

.../...

tegen de tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraak kan opwerpen (artikel V, 1). En artikel 1028 bepaalt, dat partijen bij de rechtbank van eerste aanleg verzet kunnen doen; dit rechtsmiddel beantwoordt stellig niet aan de opvattingen en aan de nieuwe behoeften die uit het verdrag ontstaan.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.